

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/271

22 juillet 1997

(97-2992)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

Notification au titre de l'article 2:17

ETATS-UNIS

Dispositions administratives convenues avec le Guatemala

Les Etats-Unis ont fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une notification au titre du paragraphe 17 de l'article 2. L'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Secrétariat général de la Présidence
Bureau du Représentant des Etats-Unis pour
les questions commerciales internationales
Genève

Le 21 mars 1996

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous trouverez ci-joint une notification des dispositions administratives concernant l'Egypte, le Guatemala¹, la République dominicaine et la Turquie présentée par le gouvernement de mon pays au titre de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(signé) William Tagliani
Attaché

Monsieur l'Ambassadeur András Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
154, rue de Lausanne
1211 Genève

¹Le présent document expose les dispositions administratives concernant le Guatemala. Les dispositions administratives conclues avec les autres membres énumérés ci-dessus seront distribuées séparément.

Note: Les annexes B et C mentionnées dans le texte contiennent la liste des restrictions notifiées par les Etats-Unis conformément à l'article 2:1 et ne font donc pas partie des dispositions administratives.

GUATEMALA

Les dispositions ci-après sont tirées de l' Accord bilatéral sur les textiles et les vêtements conclu entre les Etats-Unis et le Guatemala le 20 juillet 1993 et des mémorandums d'accords du 3 mars 1995; elles ont été jugées nécessaires à la mise en oeuvre satisfaisante des restrictions notifiées à l'Organe de supervision des textiles au titre de l'article 2:1 de l' Accord sur les textiles et les vêtements.

Champ d'application de l' Accord et classification

2. Les textiles et produits textiles visés par le présent accord sont ceux décrits au paragraphe 3 D), sous réserve de rectification. Le système de catégories et les coefficients de conversion en équivalents mètres carrés définis au paragraphe 3 D), susceptibles de rectification, s'appliquent à la mise en oeuvre du présent accord.

3. A) Les peignés et filés, tissus, articles confectionnés, vêtements et autres articles manufacturés en textile (c'est-à-dire articles dont la principale caractéristique découle de leur teneur en textiles) en coton, laine, fibres synthétiques ou artificielles, mélanges de soie, fibres végétales autres que le coton ou mélange de telles fibres, dont la principale composante (en poids) est constituée par une ou plusieurs de ces fibres, sont visés par le présent accord. Les éléments d'un article qui ne sont pas considérés comme pertinents pour la classification dans Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé ou les notes relatives à sa section XI ne le sont pas non plus aux fins du présent accord.

B) Aux fins du présent accord, les produits textiles relevant de l'alinéa A) ci-dessus sont classés comme suit:

I) Textiles en fibres artificielles ou synthétiques, si le produit est principalement constitué de fibres artificielles ou synthétiques (en poids), sauf si:

- a) le produit est un vêtement en bonneterie dans lequel la laine représente au moins 23 pour cent du poids total des fibres constitutives, auquel cas le produit sera considéré comme un textile en laine; ou
- b) le produit est un vêtement autre qu'en bonneterie, dans lequel la laine représente au moins 36 pour cent du poids total des fibres constitutives, auquel cas le produit sera considéré comme un textile en laine;
- c) le produit est un tissu dans lequel la laine représente au moins 36 pour cent du poids total des fibres constitutives, auquel cas le produit sera considéré comme un textile en laine.

II) Textiles en coton, s'ils ne relèvent pas de l'alinéa I) ci-dessus et sont principalement constitués de coton, à moins qu'il s'agisse d'un tissu dans lequel la laine représente 36 pour cent au moins du poids total des fibres constitutives, auquel cas le produit sera considéré comme un textile en laine.

III) Textiles en laine, si aucune des conditions ci-dessus n'est remplie et si le produit est principalement constitué de laine (en poids).

C) Les définitions données dans le présent paragraphe sont réputées identiques à celles qui figurent dans l'Arrangement et dans le Protocole de prorogation du 31 juillet 1986. Au cas où il ne

serait pas possible de décider si un produit relève du présent accord en se fondant sur sa principale composante (coton, laine, fibres artificielles ou synthétiques, mélange de soie ou fibres végétales autres que le coton) en poids, on pourra prendre en considération la valeur des fibres.

- D) Aux fins du présent Accord, les catégories ci-après, telles que définies, sont visées par le présent Accord. Si les deux pays conviennent de contingenter de nouvelles catégories, les deux parties apporteront les modifications nécessaires au présent paragraphe de l'Accord et à l'Arrangement sur la délivrance de visas pour y inclure des catégories supplémentaires.

Catégories combinées et coefficients de conversion

<u>Catégorie</u>	<u>Description</u>	<u>Désignation dans l'Accord</u>	<u>Coefficient de conversion</u>
340	Chemises et chemisettes de coton, pour hommes et garçonnets, autres qu'en bonneterie	340/640	20,1
347	Pantalons, pantalons légers et shorts de coton pour hommes et garçonnets	347/348	14,9
348	Pantalons, pantalons légers et shorts de coton pour femmes et fillettes	347/348	14,9
351	Pyjamas et autres vêtements de nuit de coton	351/651	43,5
443	Complets et costumes de laine pour hommes et garçonnets	s.o.	3,76
448	Pantalons, pantalons légers et shorts de laine pour femmes et fillettes	s.o.	15,0
640	Chemises et chemisettes de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes et garçonnets, autres qu'en bonneterie	340/640	20,1
651	Pyjamas et autres vêtements de nuit de fibres synthétiques ou artificielles	351/651	43,5

Niveaux d'accès garantis (NAG)

6. A) Les produits et les catégories bénéficiant des niveaux d'accès garantis énumérés à l'annexe C sont ceux que le gouvernement du Guatemala a l'intention d'exporter aux Etats-Unis en vertu du Programme d'accès spécial des textiles du Bassin des Caraïbes. Ces produits, qui devront être:

- assemblés au Guatemala à partir de tissus coupés en forme aux Etats-Unis, pour être réexportés aux Etats-Unis au titre de contrats relevant de la position 9802.00.8015 du Tarif harmonisé des douanes des Etats-Unis ou
- assemblés au Guatemala à partir de tissus coupés en forme aux Etats-Unis, puis blanchis, lavés à l'acide ou à la pierre, teints sur vêtements ou soumis à un pressage permanent au Guatemala après assemblage, pour être réexportés aux Etats-Unis au titre de contrats relevant de la note statistique des chapitres 61 et 62 du Tarif harmonisé annoté des douanes des Etats-Unis mis en oeuvre par le gouvernement des Etats-Unis, qui exige l'utilisation du préfixe statistique "H",

bénéficient des niveaux d'accès garantis spécifiés à l'annexe C.

- B) Si le gouvernement du Guatemala souhaite demander un nouveau niveau d'accès garanti ou exporter des produits textiles aux Etats-Unis dans le cadre du Programme d'accès spécial des textiles du Bassin des Caraïbes en quantités supérieures aux NAG existants, il devra déposer une demande de niveau supplémentaire ou de niveau relevé. Le gouvernement des Etats-Unis examinera cette demande avec compréhension et répondra promptement dans un délai de 30 jours ouvrables aux Etats-Unis après la réception à Washington de la demande initiale. Entre autres facteurs, le gouvernement des Etats-Unis prendra en considération les résultats à l'exportation, les nouveaux investissements récemment effectués et le risque de désorganisation du marché, ainsi que de la teneur du produit en éléments originaires des Etats-Unis.
- C) Si le gouvernement des Etats-Unis ne répond pas dans les 30 jours ouvrables aux Etats-Unis, le niveau demandé par le gouvernement du Guatemala deviendra le nouveau niveau d'accès garanti. Si le gouvernement des Etats-Unis ne peut satisfaire pleinement à la demande en raison de problèmes de désorganisation du marché, tels que décrits à l'annexe A de l'Arrangement, ou d'un risque réel de désorganisation du marché, pour la catégorie ou le produit faisant l'objet de la demande, il en informera le gouvernement du Guatemala dans un délai de 30 jours ouvrables aux Etats-Unis. Dans ce cas, et jusqu'à modification mutuellement satisfaisante du NAG en question, les expéditions ne devront pas excéder le NAG existant. Les Etats-Unis fourniront à l'appui de leur réponse les données sur lesquelles repose leur décision. L'un ou l'autre des gouvernements peut faire une demande de consultations pour examiner ces demandes de relèvement des NAG.

Ajustements au titre de la flexibilité

8. A) Les plafonds spécifiques fixés dans l'annexe B ne comprennent aucun des ajustements autorisés au titre du paragraphe 8.
- B) Au cours d'une période d'application de l'Accord, les plafonds spécifiques fixés dans l'annexe B pourront être relevés par transfert à concurrence de 7 pour cent, à condition que ce relèvement soit compensé par un abaissement équivalent en mètres carrés d'un ou plusieurs autre(s) plafond(s) spécifique(s) au cours de la même période d'application de l'Accord.
- C) Aucun plafond spécifique ne peut être abaissé au titre du paragraphe 8 B) à un niveau inférieur au niveau des exportations imputé sur ce plafond pour cette catégorie et pour cette période d'application de l'Accord.
- D) Le gouvernement du Guatemala indiquera au gouvernement des Etats-Unis les plafonds spécifiques qu'il souhaite voir relevés et ceux qu'il souhaite voir abaissés proportionnellement en équivalent mètres carrés.

Report et utilisation anticipée

9. A) Au cours d'une période d'application de l'Accord, les exportations pourront dépasser de 11 pour cent le plafond spécifique fixé dans l'annexe B par utilisation anticipée (emprunt d'une fraction du plafond de l'année suivante) et/ou report (utilisation de toute fraction non utilisée du plafond de la période précédente), l'utilisation anticipée ne devant pas représenter plus de 6 pour cent.
- B) Le report et l'utilisation anticipée pourront être utilisés pour les catégories précédemment visées par les Mémoires d'accord datés des 28 octobre 1989, 30 juin 1992, 30 octobre 1992 et 14 décembre 1992. Aucune utilisation anticipée ne pourra être demandée au cours de la dernière période d'application de l'Accord.

- C) Aux fins du présent Accord, on parle de fractions inutilisées lorsque des exportations, vers les Etats-Unis, de textiles ou de produits textiles en provenance du Guatemala, au cours d'une période d'application de l'Accord, sont en deçà du plafond spécifique tel que fixé à l'annexe B (ou, dans le cas d'un plafond abaissé au titre du paragraphe 8 ou 9, lorsque ces exportations sont en deçà du plafond abaissé).
- D) Le gouvernement du Guatemala notifiera au gouvernement des Etats-Unis la date à laquelle il souhaite utiliser les fractions non utilisées disponibles dans les différentes catégories pour un report ou pour un transfert conformément aux dispositions ci-dessus. Les Etats-Unis se réservent toutefois le droit d'apporter des ajustements au titre du présent article à tout plafond spécifique dès lors que ces ajustements paraissent indiqués pour faciliter le déroulement des échanges et l'administration de l'Accord. En pareil cas, ces ajustements se feront par le biais du report et de l'utilisation anticipée, dans cet ordre. Toute utilisation anticipée non utilisée sera recréditée sur le plafond de la période suivante. Cette procédure sera sans préjudice des résultats de consultations éventuellement menées entre les deux parties concernant le niveau des reports et utilisations anticipées disponibles.

Imputations en cas de dépassement du quantum

11. A) Les Etats-Unis pourront refuser d'admettre les produits en provenance du Guatemala en dépassement des plafonds autorisés au cours d'une période d'application de l'Accord. Les expéditions dont l'admission aura été refusée pourront être admises aux Etats-Unis et être imputées sur le plafond de la période d'application suivante.
- B) Les produits en provenance du Guatemala en dépassement des plafonds autorisés au cours d'une période d'application de l'Accord, s'ils sont admis aux Etats-Unis pendant cette période, seront imputés sur le plafond de la période d'application de l'Accord suivante.
- C) Le gouvernement des Etats-Unis informera le gouvernement du Guatemala de toute imputation dans les meilleurs délais.
- D) Toute mesure prise conformément aux alinéas A) et B) du présent paragraphe sera sans préjudice des droits de chaque partie en matière de consultation.

Dispositions en matière de répartition

12. Le gouvernement du Guatemala fera tout son possible pour que les exportations de ses produits vers les Etats-Unis pour chaque catégorie soient effectuées à intervalles réguliers au cours de chaque période d'application de l'Accord, en tenant compte des facteurs saisonniers normaux.

Aide fournie par les Etats-Unis pour mettre en oeuvre les dispositions en matière de limitation

13. Le gouvernement du Guatemala administrera son système de régulation des exportations dans le cadre du présent Accord. Le gouvernement des Etats-Unis pourra aider le gouvernement du Guatemala à mettre en oeuvre les dispositions du présent Accord en matière de limitation en régulant, au moyen de la date d'exportation, les importations de textiles et produits textiles visées par ledit accord.

Système de visa certifiant la catégorie et/ou la quantité

14. A) Les dispositions de l'Arrangement sur la délivrance de visas régiront le régime de licences et/ou la certification des exportations en provenance du Guatemala. Les visas délivrés au cours

d'une année d'application de l'Accord ne seront valides que pour les textiles et articles d'habillement exportés au cours de cette même année.

- B) Les parties reconnaissent qu'au titre de l'Accord, l'achat de textiles et de produits textiles devant être livrés dans le cadre des restrictions prévues par l'Accord implique que les marchandises seront livrées accompagnées d'un visa valable.

Expéditions d'échantillons commerciaux et d'effets personnels

15. Les expéditions d'échantillons commerciaux dûment marqués, d'une valeur inférieure ou égale à 250 dollars, et les effets importés pour l'usage personnel de l'importateur et non pour la revente, quelle que soit leur valeur, n'ont pas besoin d'être accompagnés d'un visa d'exportation et ne sont pas soumis aux plafonds fixés en vertu du présent accord.

Echange d'informations

16. Chaque gouvernement convient de fournir, à la demande de l'autre gouvernement et sous réserve de la législation nationale, toutes les informations en sa possession raisonnablement jugées nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord.

Echange de données

17. A) Le gouvernement des Etats-Unis fournira dans les moindres délais au gouvernement du Guatemala des données sur les importations mensuelles vers les Etats-Unis de textiles et produits textiles de coton, de laine et de fibres synthétiques ou artificielles en provenance du Guatemala.
- B) Le gouvernement du Guatemala fournira dans les moindres délais au gouvernement des Etats-Unis des données sur les exportations mensuelles vers les Etats-Unis de textiles et produits textiles de coton, de laine et de fibres synthétiques ou artificielles en provenance du Guatemala.
- C) Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Guatemala conviennent d'échanger ces données par disquette, comme convenu dans une précédente lettre technique.

Coopération en vue d'empêcher le contournement

18. Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Guatemala reconnaissent la gravité des problèmes rencontrés par chaque pays dans la lutte contre la réexpédition illégale. Les deux gouvernements conviennent que cette réexpédition est préjudiciable aux intérêts économiques de chaque pays et tourne les accords bilatéraux sur les textiles. En conséquence, ils conviennent de collaborer au niveau bilatéral pour faciliter les échanges d'informations, de travailler à l'établissement de relations et d'arrangements entre les organismes compétents afin de faciliter l'échange de documents et d'informations spécifiques et d'élaborer des mécanismes permanents mutuellement acceptables qui serviront à promouvoir la coopération et les échanges d'informations pour mieux prévenir et combattre les réexpéditions illicites.

- A) Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Guatemala conviennent de prendre les mesures nécessaires pour faire face au contournement, enquêter sur le contournement et s'il y a lieu, engager une action juridique et/ou administrative pour empêcher le contournement du présent accord par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays d'origine, de la falsification de documents officiels ou de l'entrée non autorisée des marchandises.

- B) Les deux parties conviennent de coopérer pleinement, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, dans les cas de contournement ou de contournement présumé du présent accord, pour faire face aux problèmes découlant du contournement et pour établir les faits pertinents sur les lieux d'importation, d'exportation et, le cas échéant de réexpédition. Cette coopération, dans la mesure où elle est en conformité avec les lois et procédures intérieures, comprendra une enquête sur les pratiques de contournement; l'échange de documents, de correspondance, de rapports et d'autres renseignements pertinents, y compris ceux disponibles auprès du Conseil des contingents; et la facilitation des visites conjointes des établissements et des contacts par des représentants de chaque partie, sur demande et cas par cas.

Lorsque l'une ou l'autre des parties souhaite visiter des établissements, elle doit en informer par écrit les autorités de l'autre partie dix jours à l'avance, en précisant clairement le nombre et le nom des établissements qu'elle souhaite visiter ainsi que les dates et les motifs de ces visites. Il est convenu entre les deux parties que les établissements ne seront pas prévenus à l'avance de la visite. Au moment de la visite, une autorisation devra être demandée auprès de la personne alors responsable de l'établissement, et obtenue avant que la visite ne commence. Ces visites seront menées par des représentants officiels autorisés des deux gouvernements, conformément aux lois et procédures intérieures. Après chacune de ces visites, la partie qui l'avait demandée remettra dans les meilleurs délais à l'autre gouvernement un rapport sur ses résultats.

Les deux parties conviennent également de coopérer dans la poursuite de la mise en oeuvre d'un système d'échange électronique de données.

- C) Si l'une des parties considère que le présent accord est tourné, elle pourra demander l'ouverture de consultations pour régler la ou les questions concernée(s) en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante. Chaque partie convient de tenir ces consultations dans les moindres délais en les engageant dans les 30 jours suivant la date de la réception, par une partie, d'une demande écrite et motivée présentée par l'autre partie, et en les terminant dans les 90 jours, à moins que cette durée ne soit prorogée d'un commun accord, et de coopérer pleinement dans les conditions énoncées au paragraphe 2 ci-dessus.
- D) Si les parties ne sont pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante au cours des consultations prévues au paragraphe 3, les gouvernements du Guatemala et des Etats-Unis conviennent que dans les cas où des éléments permettant d'établir clairement l'existence d'un contournement ont été fournis au gouvernement du Guatemala, les Etats-Unis pourront imputer sur les plafonds quantitatifs pour la même période d'application de l'Accord une quantité ne dépassant pas la quantité de produits originaires du Guatemala réexpédiés. Les deux gouvernements conviennent de faire tout leur possible pour sanctionner les auteurs formellement identifiés d'actes illégaux et frauduleux.

De plus, les gouvernements du Guatemala et des Etats-Unis conviennent que des imputations sur les plafonds quantitatifs établies au titre du présent accord pourront être effectuées dans les cas où:

- I) le gouvernement des Etats-Unis a fourni des renseignements factuels au gouvernement du Guatemala qui démontrent avec une grande probabilité l'existence d'un contournement;
- II) le gouvernement des Etats-Unis a demandé la coopération du Guatemala ou des renseignements relatifs à un éventuel contournement dont celui-ci dispose ou qu'il pourrait raisonnablement obtenir; et

- III) le gouvernement du Guatemala a, sans raison valable, refusé de coopérer ou de fournir ces renseignements pendant la période de consultation mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus.

Les actions de ce type seront notifiées à l'Organe de surveillance des textiles ou à son successeur, accompagnées de toutes les justifications pertinentes.

- E) Si, alors que des imputations ont été faites au titre du paragraphe D), des éléments de preuve établissent clairement qu'elles l'ont été par erreur car les marchandises en question n'étaient pas originaires du Guatemala, et que des éléments de preuve permettent d'établir quel est le véritable pays d'origine, les Etats-Unis rétabliront les limites quantitatives du Guatemala au niveau antérieur à la décision de procéder auxdites imputations dès qu'ils auront tenu des consultations avec le véritable pays d'origine et imputé ces marchandises à ce pays.
- F) Les deux parties reconnaissent que le meilleur moyen de régler les cas de contournement est de prendre des mesures décisives à l'encontre des entreprises, des particuliers ou des pratiques responsables du contournement. Si le gouvernement des Etats-Unis choisit de recourir aux dispositions du paragraphe D) pour imputer un montant sur des limites quantitatives lorsqu'au moins trois cas de contournement ont été prouvés pendant l'année d'application de l'Accord en cours ou pendant l'année immédiatement antérieure, et que le gouvernement du Guatemala n'a pris aucune mesure pour régler ce problème de contournement répété, ou que les mesures appliquées sont insuffisantes, alors que le gouvernement des Etats-Unis possède des éléments de preuve établissant clairement qu'il y a eu contournement, les Etats-Unis pourront imputer sur les limites quantitatives jusqu'au triple des quantités réexpédiées, à condition que les imputations soient réparties de manière égale sur chacune des trois années suivantes. Les actions de ce type seront notifiées à l'Organe de surveillance des textiles ou à son successeur accompagnées de toutes les justifications pertinentes. Les dispositions du présent paragraphe pourront ne pas être invoquées si l'Organe de surveillance des textiles ou son successeur a fait une recommandation positive visant à ce que les Etats-Unis annulent l'accusation sur laquelle la triple imputation est fondée.
- G) Dans les cas où il existe des éléments de preuve clairs démontrant que des marchandises originaires d'un autre pays ont transité par le Guatemala vers les Etats-Unis comme s'il s'agissait de produits du Guatemala, le gouvernement du Guatemala et le gouvernement des Etats-Unis conviennent de prendre une mesure appropriée. Cette mesure, ainsi que le moment où elle interviendra, et sa portée, ne pourra être décidée qu'une fois que des consultations auront eu lieu en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante et sera notifiée à l'Organe de surveillance des textiles ou à son successeur accompagnée de toutes les justifications pertinentes. Ces consultations devront avoir lieu dans les moindres délais, commençant dans les 30 jours suivant la date de la demande écrite et motivée d'une partie, et se terminant dans les 90 jours, à moins que la durée n'en soit prorogée d'un commun accord. Si les parties ne sont pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante, les gouvernements du Guatemala et des Etats-Unis conviennent que dans les cas où des éléments de preuve établissant clairement l'existence d'un contournement ont été fournis, les Etats-Unis pourront prendre des mesures appropriées. Ils pourront ainsi introduire une limitation ou, au cas où une limitation existe déjà, déduire des plafonds quantitatifs établis au titre du présent accord une quantité équivalente à la quantité des produits réexpédiés via le Guatemala. Dès que le Guatemala aura établi de façon appropriée que les produits en question n'ont pas été réexpédiés par le Guatemala:
- I) les Etats-Unis annuleront immédiatement toute limitation imposée au titre de la présente disposition; ou,

- II) les Etats-Unis rétabliront les plafonds quantitatifs du Guatemala au niveau antérieur à la décision de procéder à des imputations au titre de la présente disposition dès qu'ils auront tenu des consultations avec le véritable pays d'origine et imputé les marchandises à ce pays.

Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Guatemala conviennent que des expéditions peuvent transiter par le Guatemala sans que les marchandises dont elles sont constituées aient subi de modification ou de transformation. Les deux parties conviennent qu'il ne sera pas toujours réalisable pour le Guatemala d'exercer un contrôle sur de telles expéditions.

- H) Les parties conviennent que les fausses déclarations concernant la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises vont aussi à l'encontre de l'objectif du présent accord. Dans les cas où il existe des éléments de preuve clairs selon lesquels une déclaration a été faite à des fins de contournement, les deux parties conviennent de prendre des mesures appropriées, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, contre les exportateurs ou les importateurs en cause. Si une des parties considère que le présent accord est tourné par le jeu de ces fausses déclarations et qu'aucune mesure administrative n'est appliquée ou que les mesures administratives appliquées sont insuffisantes pour faire face à ce contournement et/ou le combattre, elle engagera dans les moindres délais des consultations avec la partie en cause en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante. Ces consultations devraient avoir lieu dans les moindres délais, commençant dans les 30 jours suivant la date de la demande d'une partie et se terminant dans les 90 jours, à moins que la durée n'en soit prorogée d'un commun accord. Si les parties ne sont pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante, le gouvernement du Guatemala et le gouvernement des Etats-Unis conviennent que, dans les cas où des éléments de preuve clairs concernant ces fausses déclarations ont été fournis, les Etats-Unis pourront imputer sur les plafonds quantitatifs établis pour l'année d'application de l'Accord en cours un montant équivalant au montant des produits sur lesquels porte la fausse déclaration ou la fausse classification. Les actions de ce type seront notifiées à l'Organe de surveillance des textiles ou à son successeur, accompagnées de toutes les justifications pertinentes. La présente disposition n'a pas pour objet d'empêcher les parties d'opérer des ajustements techniques lorsque des erreurs ont été commises par inadvertance dans des déclarations.
- I) Aucune imputation sur les plafonds quantitatifs du Guatemala ne s'appliquera à un cas particulier de contournement si le gouvernement du Guatemala a fourni aux représentants officiels commerciaux et/ou diplomatiques du gouvernement des Etats-Unis suffisamment d'éléments de preuve ou de renseignements sur ce contournement pour permettre aux Etats-Unis de refuser l'admission des marchandises sur lesquelles porte le contournement avant leur entrée sur le territoire douanier des Etats-Unis. En pareil cas, les parties conviennent que la meilleure manière d'agir est que le gouvernement du Guatemala communique aux représentants officiels compétents des Etats-Unis une description détaillée des marchandises originaires du Guatemala exportées, ainsi que la confirmation que les documents accompagnant l'expédition, y compris le visa ou le certificat d'exemption, ne sont pas valables.

Dispositions administratives mutuellement satisfaisantes

19. Des dispositions administratives ou des ajustements mutuellement satisfaisants peuvent être convenus pour résoudre des problèmes mineurs découlant de la mise en oeuvre de l'Accord, y compris des divergences concernant des points de procédure ou le fonctionnement de l'Accord.

Consultation sur des questions relatives à la mise en oeuvre

20. Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Guatemala conviennent de tenir des consultations, à la demande de l'autre gouvernement, au sujet de toute question concernant la mise en oeuvre du présent accord.